

Le 30 mai, nouvelle greve generale au Pays Basque. Pour un modele propre au Pays Basque des droits du travail et sociaux dignes

La lutte a porté ses fruits

Depuis le début de la crise, au Pays Basque, nous avons toujours fait face à la série d'attaques et de politiques que l'on nous impose, avec plusieurs grèves générales et au jour le jour dans les entreprises, dans tous les secteurs et dans la rue.

Les gouvernements de Pampelune et de Vitoria-Gasteiz savent qu'en Pays Basque ils ne peuvent pas faire toutes les coupes budgétaires ni toutes les privatisations qu'ils souhaitent. Le gouvernement de Navarre est étouffé par sa propre corruption et la solitude absolue, et celui de Vitoria-Gasteiz par le retrait de ses budgets qui voyaient une réduction de 1.2 milliards d'euros. **A cause de cette rupture absolue avec la société et de leur manque de crédibilité, ces gouvernements sont en crise. Et c'est aussi le résultat de la pression exercée par la société.**

Le patronnat aussi se réjouissait à l'avance avec la réforme laborale qui lui a été offerte par l'Espagne. Mais la lutte que nous menons dans les entreprises et les secteurs a donné ses fruits : nous sommes en train de renforcer nos conventions face à cette réforme du travail. **Cette grève doit aussi servir à donner un nouvel élan à cette lutte. Nous voulons construire un autre modèle, mais un nouveau modèle social et de travail est impossible sans instruments comme la négociation collective et sans droits du travail.**

La situation d'urgence sociale nous oblige à donner une réponse radicale

Les niveaux de chômage sont insoutenables et inacceptables, et il y a de plus en plus de personnes qui ne reçoivent aucun type de prestation ; malgré tout, ils continuent d'appliquer leur politique de privatisation depuis la Espagne, mais aussi depuis Vitoria-Gasteiz et Pampelune ; **c'est toute une stratégie d'appauvrissement qui est mise en place, avec en point de mire les salaires, les pensions et la protection sociale.**

Face à toutes les attaques qui arrivent de Madrid, ils oublient ce que réclame Euskal Herria et s'alignent avec le Capital. Ils disent parfois qu'ils y sont obligés, mais le plus souvent la Droite basque **donne son soutien total**, comme avec la prochaine réforme des pensions.

Toutes ces politiques ont pour objectif d'enrichir quelques uns au détriment de la majorité et ce sont elles qui nous ont amenés à cette situation d'urgence ; ce n'est pas le fruit de la crise, mais la conséquence directe des politiques qui sont appliquées avec la crise comme excuse. Elles nous mènent à la ruine et ils le savent. **Nous devons faire que les priorités des gouvernements du Pays Basque changent** : qu'elles ne soient pas établies en fonction des intérêts des banques et des grandes multinationales- ou des intérêts personnels comme le cas scandaleux d'UPN-mais se basent sur la volonté de la majorité sociale travailleuse.

Plus qu'une réponse

Nous devons donner une réponse radicale : la grève générale. Jusqu'à présent nous avons répondu mais ce n'est pas suffisant. C'est pour cette raison que nous devons mettre en place tout un plan, **un plan pour réunir les forces, pour unir et activer toute la société et pour construire l'alternative entre toutes et tous.**

Nous ne voulons pas revenir en arrière. Nous avons besoin d'un vrai changement social en Pays Basque et nous devons décider entre toutes et tous sur quoi se base ce changement. **Nous avons besoin d'une alternative qui cesse de regarder le désastre vers lequel nous mène l'Espagne, une alternative qui se base sur les décisions que nous prendrons, ici, la majorité sociale travailleuse de notre peuple.**

Ce sera un processus social qui retournera la situation, avec en premier lieu le renfort de la carte sociale du Pays Basque. **Et cette grève, le 30 Mai prochain, en plus d'être une réponse radicale, un acte de désobéissance et un engagement, sera un nouvel élan décisif à ce processus social.**

